

Soyons résolus de ne plus servir l'oligarchie

Réparation, reconstruction,
refondation

Feuille de route 2020

À Léo Lagrange, mort pour la France le 9 juin 1940.

À Lyndon LaRouche, à son combat pour inscrire
l'idéal dans le réel.

Printemps 2020

Couverture : Des civils et deux soldats américains brandissent le drapeau français devant une mercerie à Sainte-Honorine-des-Pertes en juin 1944. / © Conseil Régional de Basse-Normandie / National Archives USA / CC BY-SA 2.0

*Le mouvement avec
Jacques Cheminade*
Solidarité & progrès 

www.solidariteetprogres.fr | BP27 92114 Clichy cedex | 01 76 69 14 50

Réparer ————— 5

Reconstruire ————— 9

1 • Objectif : redonner priorité à l'emploi et à l'investissement productif ————— 9

2 • Assainir : couper les banques en deux ————— 11

3 • Investir ————— 13

4 • Une tour de contrôle ————— 14

5 • Sortir de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN qui leur est attachée ————— 17

6 • Une politique de détente, d'entente et de coopération internationales ————— 18

7 • Moratoires et annulation des dettes ————— 19

8 • Mise au pas des paradis fiscaux ————— 22

9 • Créer une commission d'enquête parlementaire et une convention citoyenne sur la dette, en vue d'un RIC approuvant la création d'une Banque nationale et le retour à une politique de crédit public ————— 24

Refonder ————— 26

1 • Nature productive du crédit ————— 26

2 • La solidarité humaine au poste de commande ————— 28

3 • Trois ambitions mobilisatrices : l'Afrique, l'espace et la mer ————— 30

4 • Une écologie humaine ————— 33

5 • Organisation d'une participation citoyenne ————— 35

6 • Mettre fin au verrouillage de la vie politique ————— 40

Le déconfinement sonne l'heure des comptes. A un régime politique qui fait provision de grenades lacrymogènes et de lanceurs de balles de défense, mais est incapable de stocker des masques et des tests de dépistage en vue d'une pandémie, nous devons substituer une société capable de voir avec les yeux du futur et d'agir pour le bien commun. Contre une économie de marché qui soumet les marchés à une dictature financière et décline la France, nous devons porter un plan de bataille qui rassemble sans diversion. Pour le dire en un mot : c'est l'Etat qui devrait être organisé et géré comme un bon hôpital, pour soigner, protéger et prolonger la vie, et non l'hôpital qui doit subir l'austérité sociale d'un Etat trahissant sa raison d'être. On ne peut faire confiance à un Etat qui supprime le confinement dans les habitations, sans rendre le port du masque temporairement obligatoire quand on les quitte, et sans en fournir gratuitement la quantité nécessaire.

Ce texte n'est ni un énoncé de principes vagues ni un catalogue détaillé de mesures, comme elles se multiplient ailleurs.

- ➔ Il désigne clairement l'ennemi : une oligarchie prédatrice pratiquant chez nous le concubinage haut de gamme entre secteur public et entreprises privées, complice d'une mondialisation financière qui mène au chaos et à la guerre.
- ➔ Il ouvre des pistes pour un combat en trois temps : réparer, reconstruire, refonder. Il n'aura de sens que s'il est constamment enrichi d'apports acquis dans le combat.
- ➔ Il vise à réellement défendre notre souveraineté nationale, dans le contexte d'une indispensable coopération internationale, au sein de laquelle la France doit jouer devant et non rester le gardien de but d'une cage nationale immuable.

Réparer

Ce sont les interventions de première urgence. Notre pays vit la plus forte baisse d'activité depuis 1949 et la plus grave crise financière depuis 1929. L'économie mondiale a été mise à l'arrêt pour sauver des vies humaines parce que rien n'avait été préparé pour faire autrement.

Les conséquences sont là. Il faut commencer par réparer immédiatement les dégâts.

D'abord, tirer le meilleur parti des mesures interventionnistes décidées dans l'urgence par ce gouvernement contre ses propres principes néolibéraux :

110 milliards d'aides directes et 300 milliards de prêts garantis

et de reports de charges accordés aux entreprises. Tirer également le meilleur parti, dans l'immédiat, des 750 milliards d'euros que la Banque centrale européenne promet d'injecter dans l'économie, afin que ce soit réellement dans l'économie sans se répandre dans les circuits financiers. Même chose pour les 500 milliards d'euros du fonds de relance européen annoncé par Emmanuel

L'économie mondiale a été mise à l'arrêt parce que rien n'avait été préparé pour faire autrement

Macron et Angela Merkel. Ces mesures prises, il faut se battre pour leur juste application, car bien peu est prévu pour que cet argent aille réellement à ceux qui en ont besoin et on ne peut attendre de l'oligarchie qui occupe notre pays qu'elle agisse pour servir l'intérêt général. Dans l'état actuel des choses, la Banque centrale européenne et les grandes banques sont des courroies de transmission de circuits financiers qui ne servent pas l'économie réelle, productive. De plus, les aides sont en réalité des prêts qui ne font qu'accroître l'endettement des bénéficiaires.

Alors, il faut commencer par imposer une liste de priorités :

➔ Tous ceux qui sont indispensables au fonctionnement de notre vie quotidienne : soignants, aides-soignants, infirmiers, enseignants, agriculteurs, caissières, éboueurs, livreurs, artisans, commerçants, routiers, ambulanciers, pompiers, militaires, policiers, gendarmes, agents de sécurité, gardiens de prison, agents de pompes funèbres... Il faut négocier avec leurs représentants les meilleures conditions d'exercice de leurs activités et leur protection sociale et sanitaire. Pour les salariés, les mesures d'aide au chômage partiel doivent être maintenues tant que les conditions d'un déconfinement total ne seront pas réunies.

➔ Toutes les activités qui ont dû fermer leurs portes en raison d'une décision politique dont elles ne doivent pas subir les conséquences : commerces de détail, restauration-hôtellerie, salles de spectacle, sport amateur et en général toutes les activités menacées par les grandes chaînes et l'e-commerce. Les reports de charges doivent devenir définitifs et les conditions des prêts être réexaminées pour éviter qu'à la rentrée, une avalanche d'échéances dues ne provoque des faillites en chaîne et une véritable curée sociale.

➔ Les grandes entreprises des secteurs automobile, aéronautique et mécanique, dont les compétences doivent être maintenues et les chaînes d'approvisionnement préservées, sous condition de

maintien des emplois et des investissements productifs. Dans les cas où ce ne serait pas possible, l'Etat doit aider à réorganiser la production et l'emploi entre secteurs. On peut par ailleurs envisager au cas par cas la suspension du paiement de l'impôt pour les entreprises qui investiraient l'équivalent ainsi économisé dans la création d'emplois et de nouveaux équipements.

Dans l'immédiat, les mesures suivantes doivent être engagées :

- ➔ annuler la tarification à l'acte (T2A) dans les hôpitaux, pour la remplacer par une rémunération à la pathologie et selon le cas de chaque patient. Annuler la dette hospitalière de 33 milliards et augmenter de 20 % les salaires des personnels en réexaminant leur grille. Arrêter la privatisation de la santé publique exprime plus de respect pour les soignants que de leur distribuer des médailles. Intégrer le fonctionnement des médecines de ville et de campagne avec des maisons de santé capables de diagnostiquer et d'organiser les soins en première ligne permettra de désengorger les urgences hospitalières ;
- ➔ lancer une mobilisation nationale pour une politique du grand âge et de l'autonomie : mettre en œuvre les propositions des rapports Libault et El Khomri pour les EHPAD, donner à leurs personnels une protection par un contrôle plus rigoureux des établissements, une formation et un statut dignes. Développer des solutions entre domicile traditionnel et EHPAD : appartements thérapeutiques, résidences d'autonomie, « habitats regroupés » de petite taille avec un esprit pension de famille ;
- ➔ lancer une politique traitant les handicapés en personnes comme les autres, soutenant donc APF France handicap dans chaque département pour faire connaître et valoir leurs droits effectifs et changer le regard que nous portons sur eux. Leur solitude dans cette période de confinement a été une épreuve qui ne doit pas se reproduire ;

- soutenir les associations qui interviennent pour assurer une présence sociale dans les quartiers de nos villes. Etablir un Etat de droit signifie y faire respecter la loi non seulement en matière pénale mais aussi en matière sociale, en informant les personnes de leurs droits et en les faisant appliquer ;
- ouvrir le RSA aux moins de 25 ans : un jeune sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté ;
- protéger ceux qui nous nous nourrissent. Il faut arrêter de toute urgence la strangulation des éleveurs bovins et de volailles et leur assurer un prix de parité leur redonnant les moyens de vivre et d'investir ;
- soutenir tout le secteur restauration, hôtellerie et tourisme sous la forme non d'un empilement de nouveaux prêts, mais d'annulations de charges et, au cas par cas, d'impôts, renforcées par des stimulations à la reprise des activités ;
- soutenir de même les métiers du spectacle, propriétaires de salles ou organisateurs de manifestations. Les intermittents doivent bénéficier d'une réelle année blanche ;
- assister les concessions et commerces automobiles, PME à faibles marges, menacées par une catastrophe sociale, en stimulant la demande de véhicules d'entreprise ainsi que celle des hybrides rechargeables et non rechargeables.

Ces interventions d'urgence sont nécessaires mais ne peuvent qu'empêcher temporairement le pire, sans contribuer à résoudre les problèmes posés par le système du monde d'avant. On ne doit évidemment pas revenir à une situation normale lorsque c'est précisément cette situation « normale », avec ses élites dirigeantes « normées », qui a créé les conditions de notre désarmement face à la pandémie.

Reconstruire

Jacques Cheminade, au cours de sa campagne présidentielle, a présenté un projet de reconstruction pour nous libérer de l'occupation financière et culturelle que nous subissons. Il s'agit aujourd'hui, plus que jamais, de retrouver des jours heureux en nous donnant les moyens d'une nouvelle Libération sans laquelle une autre politique n'est pas possible. Le projet pour lequel nous combattons est la mise en application concrète et cohérente du principe de l'article 2 de notre Constitution : un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

*Un gouvernement
du peuple,
par le peuple et
pour le peuple*

1 Objectif : redonner priorité à l'emploi et à l'investissement productif

Sur la base d'un investissement public de 500 milliards d'euros sur cinq ans, l'objectif est de **créer un million d'emplois chaque année**, dans le secteur public avec effet d'entraînement dans le privé. Rien que pour remplacer ceux qui partent

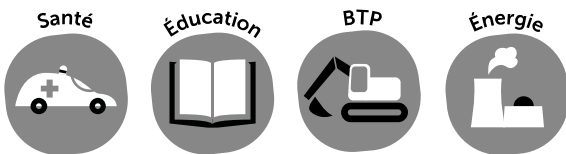
500 milliards €

↓
5 ans
↓

5 millions d'emplois

Rien que pour remplacer les départs à la retraite 600 000 personnes devront être recrutées chaque année.

En particulier dans ces domaines :



à la retraite, ce sont 600 000 personnes qu'il faut recruter chaque année, tout particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation nationale, du BTP et de l'énergie.

Bien entendu, en 2017 tous les politiques et les économistes libéraux ont condamné une telle proposition, la proclamant tour à tour pharaonique, disproportionnée ou irréaliste. Il se trouve aujourd'hui que sous forme d'aides directes ou de garanties de prêts, l'Etat avance des chiffres du même ordre mais sans traiter le fond du sujet. Ce que nous proposons, c'est de rompre avec le dilemme financier du système existant et, en coopération avec

d'autres pays, de créer des plateformes de développement pour équiper l'homme et la nature. Ainsi, le crédit sera orienté vers des investissements engendrant les conditions de leur remboursement, et non vers un gouffre sans fond de spéculations financières, comme c'est aujourd'hui le cas dans le monde. Un capital réel, physique, sous contrôle public, crée du développement mutuel, induit une qualification de l'emploi et enclenche une spirale vertueuse de croissance. On sort ainsi du système actuel de capital fictif et de dopage par de la fausse monnaie, orienté vers les achats d'actifs financiers (actions, obligations...) et immobiliers existants,

pour passer à des investissements dans de nouveaux projets créateurs de biens réels. Ajoutons que dans le monde, si l'on a vraiment l'intention de remplacer les emplois de survie informels par des emplois productifs plus sûrs et plus stables, c'est un milliard et demi d'emplois que l'on doit créer ! Notre projet pour la France se situe dans ce contexte de développement mutuel.

2 Assainir : couper les banques en deux

Le système actuel est incapable de créer ces projets et ces emplois. Il faut donc d'abord commencer par mettre fin à ce détournement d'argent. Une mesure très simple, la séparation entre banques de dépôt et de crédit, d'une part, et les banques qui investissent sur les marchés financiers, de l'autre, ainsi que les sociétés d'assurance, permet d'atteindre ce but. Il ne s'agit pas d'une mesure technique. Contrairement à ce qui a été fait en 2008 et que l'on tente de refaire aujourd'hui, il s'agit de l'expression d'une volonté politique opposée. Les fonctions utiles de gestion des dépôts et des crédits par les banques seront maintenues, pour que l'économie puisse continuer à fonctionner, mais les secteurs bancaires spéculant sur les marchés ne seront plus soutenus. Sans perfusion monétaire des banques centrales, ces secteurs feront inéluctablement faillite et l'économie sera délivrée de ses parasites financiers.

Les secteurs dépôt et crédit seront ainsi sauvés en faisant chambre à part. C'était le système dit de Glass-Steagall sous la présidence de Franklin Roosevelt aux Etats-Unis, et celui établi chez nous à la Libération par la loi 45-15 du 2 décembre 1945. Il permit un développement relativement satisfaisant, sans crise majeure, dans les pays occidentaux, et c'est son érosion, progressive puis définitive, qui ouvrit les portes aux grandes crises

que nous subissons. Le rétablir suppose d'abroger la loi 84-46 du 24 janvier 1984, promue par Jacques Delors et Michel Camdessus, et la fausse loi de séparation bancaire de François Hollande et de Jean-Marc Ayrault, à laquelle Emmanuel Macron ne s'est pas opposé. Les banques de dépôt et de crédit seront protégées si elles exercent normalement leurs fonctions, tout dérapage dans leurs activités devant être sanctionné par une nationalisation.

*Sans perfusion
monétaire des
banques centrales,
les établissements
spéculatifs feront
inéluçtablement faillite
et l'économie sera
délivrée de ses parasites
financiers.*

A cette séparation bancaire doivent s'ajouter au moins trois mesures complémentaires :

➔ interdiction d'acheter ou de vendre tout produit dérivé virtuel, n'ayant pas pour objet la livraison réelle de biens. Il faut arrêter de jouer avec les prix de ce qu'on mange (paris sur les prix de produits alimentaires), de ce qu'on respire

(droits de polluer) et avec la vie elle-même (paris sur les contrats d'assurance vie) ;

→ interdiction de négocier sur les marchés des produits d'assurance sur la dette souveraine des Etats ;

→ arrêt des paris incessants sur les marchés financiers que permettent les cotations en continu, notamment en fin de marché ou avant son ouverture, en rétablissant une seule cotation journalière (fixing).

Le but est de faire en sorte que les marchés ne soient plus des casinos sous contrôle d'algorithmes, établis par de « grosses mains » pour spéculer avec l'argent que leur fournissent les Banques centrales.

3 Investir

Les banques de dépôt et de crédit ne pourront à elles seules financer les technologies plus productives et les emplois qualifiés du futur. D'une part elles ne disposent pas des ressources suffisantes pour le faire, d'autre part elles n'ont pas, de par leur nature même, une vision d'ensemble sur l'économie.

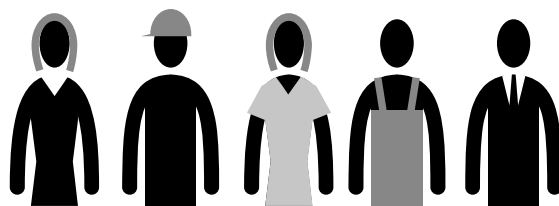
C'est **une politique de crédit public productif** qui est nécessaire, avec un Conseil national du crédit formé de représentants du peuple et d'experts de l'économie physique productive, qui examinera les moyens d'exécution des plans votés par le Parlement. Ce type de crédit n'a rien à voir avec les crédits à la consommation, organisés dans le système actuel pour se substituer à des salaires dont le pouvoir d'achat est insuffisant, et enchaîner ainsi les consommateurs à des échéances de plus en plus difficiles à tenir.

Il s'agit d'un crédit qui est un « pari sur l'avenir » visant à équiper tout le pays comme une plateforme de développement intégré. Il doit s'inscrire dans le cadre d'une **planification économique indicative**, non celui d'un Gosplan à la soviétique mais dans l'élan des plans indicatifs qui permirent notre reconstruction d'après-guerre, sans épargne et avec de faibles impôts, mais en rassemblant nos forces vives avec l'arme... du crédit public ! Nous nous battons pour la création d'un ministère délégué au Plan, rattaché au Premier ministre, avec une équipe indépendante d'une centaine de représentants des divers courants économiques de la nation et de hauts fonctionnaires irréprochables. Il ne s'agit bien entendu pas de revenir en arrière, mais de se doter de phares antibrouillard et d'injecteurs d'essence dans un monde qui vient, où la conduite sera difficile et exigera de bons pilotes disposant de moyens d'accélérer au bon moment. Le crédit public s'insère dans un processus de développement portant sur plusieurs générations et incarne le propre de l'homme, qui est de créer dans le temps long.

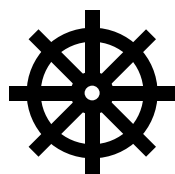
4 Une tour de contrôle

Pour appliquer cette politique du bien commun, il est nécessaire de disposer d'un centre d'émission offrant les moyens d'approvisionner le crédit public. Il s'agit d'une **Banque nationale, qui obéisse aux orientations fixées par les institutions démocratiques ayant voté le plan**. Il ne faut pas la confondre avec les banques centrales actuelles, comme notre Banque dite de France, qui sont, de fait sinon de droit, au service des forces financières.

Sous prétexte d'indépendance vis-à-vis des Etats membres, l'Union européenne a soumis ces Etats à la tutelle des marchés



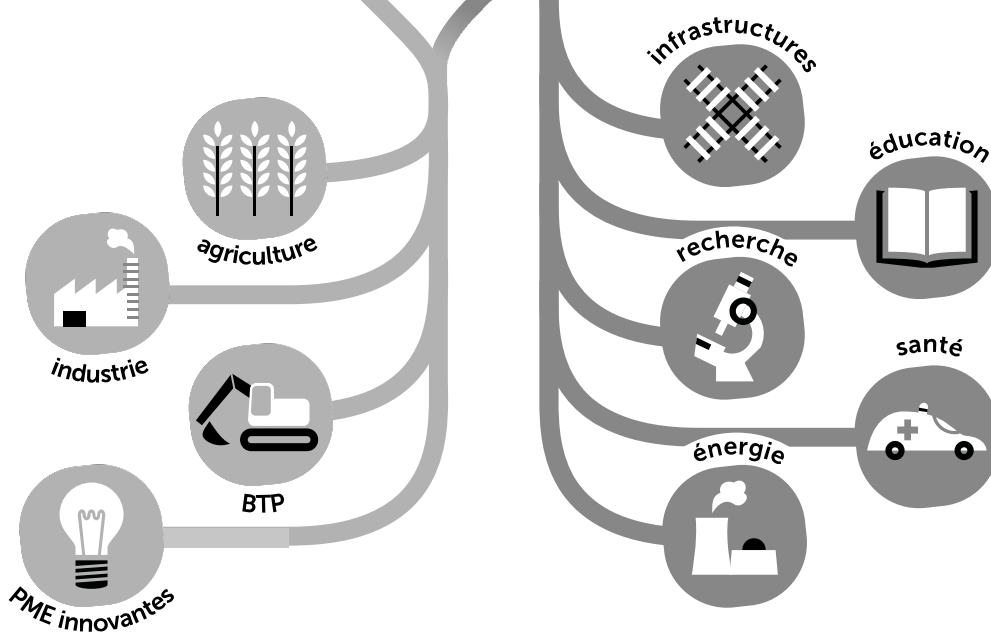
Conseil national du crédit



Planification économique indicative



La Banque nationale doit détenir le monopole de l'émission monétaire et la mettra à disposition des objectifs définis.



financiers à travers la technostucture de la Banque centrale européenne (BCE). C'est l'article 123-1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui abolit notre souveraineté monétaire. Or l'on sait que si les Etats ne contrôlent pas la monnaie, c'est la monnaie qui les contrôle. L'article 123 dispose : « *Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux*

**Si les États
ne contrôlent pas
la monnaie, c'est
la monnaie qui
les contrôle**

institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale euro-

péenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. »

C'est en application de ce texte que nous avons voté nos lois du 4 août 1993 et du 12 mai 1998. La première interdit à la Banque de France « *d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics* ». La seconde loi interdit au « *Gouverneur [de la Banque de France] et aux membres du conseil de solliciter ou d'accepter des instructions du gouvernement ou de toute autre personne* ».

Mettre en place une vraie Banque de France et non une « *ci-après dénommée* », pilier indispensable de notre projet, suppose donc de rejeter l'article 123-1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et d'abroger nos deux lois. Sans nous libérer de ce

corset libéral, notre politique ne peut être appliquée. Aggravée par un euro relais de la mondialisation financière et partenaire junior d'un dollar devenu instrument des marchés financiers, cette « indépendance » de la BCE en a fait une roue de secours de ces marchés en émettant de la monnaie, sous forme de lignes de crédit dans des systèmes informatiques, qui n'est plus utilisée pour financer la création de biens et des services mais pour acquérir des actifs financiers existants, en dopant les cours boursiers et la spéculation immobilière.

Une vraie Banque de France doit au contraire alimenter l'équipement de l'homme et de la nature, donner priorité au travail humain et rétablir une politique d'aménagement du territoire digne de ce nom.

5 Sortir de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN qui leur est attachée

C'est pour pouvoir mettre en œuvre notre projet qu'il faut sortir de ces institutions qui sont, consciemment ou pas, les chiens de garde d'un désordre financier organisé par les oligarchies contre les nations. La déréglementation, instaurée depuis le 15 août 1971 aux Etats-Unis et appliquée progressivement en Europe, nous mène inéluctablement au chaos et à la guerre dans un monde qui ne crée plus les ressources de son avenir. Contre elle, nous nous battons pour une souveraineté nationale offensive et généreuse, à l'opposé d'un nationalisme défensif et égoïste. En ce sens, notre engagement est celui de Schiller, Jaurès et de Gaulle : patriotes et citoyens du monde. L'euro et l'UE sont les relais régionaux de la dictature financière mondiale, c'est la raison majeure d'en sortir.

6 Une politique de détente, d'entente et de coopération internationales

Notre politique nationale doit être le ferment de ce principe de politique internationale, sans quoi, comme le disait de Gaulle, nous admettrions la tutelle d'un fédérateur extérieur. Un multilatéralisme organisé en vue d'une politique de coexistence pacifique fondée sur une dynamique gagnant-gagnant, doit être le fil avec lequel nous devons renouer. Nos alliés naturels sont les peuples qui exigent justice dans le monde, du Chili jusqu'au Liban, de l'Algérie à l'Argentine. C'est en particulier l'engagement de la Chine pour une Nouvelle Route de la soie, fondée sur les investissements dans les infrastructures et la production, et non sur les spéculations. Il ne s'agit pas pour nous, à partir de là, de créer de nouvelles ruptures mais de susciter un nouveau Pont terrestre mondial, dans la perspective d'une branche orientale, de l'Atlantique à la mer de Chine, et d'une branche occidentale, avec les Etats-Unis. C'est ainsi que nous appelons à une vaste alliance contre le monde de la City et de Wall Street. Nous sommes convaincus que le nécessaire changement, en Europe comme dans le monde, n'est possible que si au moins les trois plus grandes puissances – Chine, Russie, Etats-Unis – s'entendent pour arrimer la paix à une politique de développement mutuel. Cependant, avec son engagement historique pour le service public et son pacte avec la liberté du monde, la France a un rôle fondamental à jouer, de médiateur, d'inspirateur et de catalyseur.

C'est seulement à ce niveau, et non à celui d'un saut solitaire dans le vide ou le trop plein juridique, que la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN devient pour nous un jeu gagnant. Mission impossible ? Non, c'est le Grand Enjeu du monde qui vient, pour

un salut commun. Nous militons ainsi pour que se tienne une grande Conférence internationale en vue de refonder un ordre international basé sur le développement mutuel entre les nations et les peuples. Ce **Nouveau Bretton Woods** peut seul éviter un désordre géopolitique suicidaire en donnant à l'humanité des objectifs communs.

7 Moratoires et annulation des dettes

Aujourd'hui, les banques centrales achètent de la dette publique aux mégabanes qui ont prêté aux Etats et les remplacent par de la monnaie émise sans aucune base réelle. Les membres de l'UE dépendent donc à la fois des mégabanes auprès desquelles ils s'endettent, puisque la route du crédit public et de la Banque nationale leur est coupée, et de la BCE qui rachète cette dette aux Banques centrales ! Ce Système européen de banques centrales est connecté aux marchés financiers mondiaux par l'euro. L'on nous dit que c'est une prison dont on ne peut pas sortir en raison de ces dettes encourues. C'est faux.

Tout d'abord, le droit international sur l'endettement prévoit que tout Etat souverain choisit la devise qu'il va utiliser pour s'endetter : c'est la **lex monetae**. Ainsi la dette publique émise en droit français, ce qui est le cas pour 97 % de notre dette, doit être remboursée dans la monnaie ayant cours légal en France. Lorsque nous sortirons de la zone euro, nous devons donc, pour la part à rembourser, le faire en francs et non en euros, toute dévaluation monétaire éventuelle restant à la charge des créanciers !

Ensuite, et c'est bien plus important, la grande majorité des dettes accumulées dans le monde ne sont que des bulles finan-

cières alimentées par les monnaies des banques centrales. Elles sont irremboursables. La seule solution est d'organiser une **faillite ordonnée** (au sein de l'UE on appelle cela « résolution »), en faisant le tri entre dettes légitimes et illégitimes. Les légitimes sont celles associées au travail humain, aux infrastructures et à la production des biens physiques et des services nécessaires à l'activité sociale. Le reste représente la masse de la dette illégitime, qui doit être annulée. Pour assurer le passage d'un ordre à l'autre, une partie des créances sera transformée. Cette transformation consiste à faire des créances non remboursées en tant que telles, la base pour de nouveaux investissements en biens réels, physiques, lancés sous la tutelle des Etats et engagés sous responsabilité autonome d'investisseurs éventuellement soutenus par les banques de dépôt et de crédit, le remboursement consistant en ce nouveau droit sur les revenus des productions engagées et non sur les intérêts des prêts passés.

La France doit inspirer la mise en place d'un cartel de débiteurs pour définir les catégories de dettes et la manière dont elles seront traitées. Nous devons avoir pour principe que jamais les Etats ne doivent être victimes de la comptabilisation des dettes par taux d'intérêts composés, aboutissant à des remboursements très supérieurs au montant de leurs emprunts, ni se voir imposer des coupes claires de leurs budgets sociaux, de santé publique, d'éducation et d'infrastructure. Cela ne vaut pas que pour les pays émergents ; ce qui a été imposé aux hôpitaux français relève de la même logique destructrice. L'eco imposé aux Etats africains francophones pour remplacer le franc CFA, équivalant à toujours priver ces pays de leur souveraineté réelle et avantageant les importateurs contre les producteurs nationaux, doit être supprimé car il est le reflet de la permanence de notre système colonial.

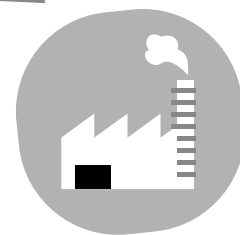
Un exemple important chez nous est celui de l'assurance-vie : elle représente une masse de l'ordre de 1800 milliards d'euros. C'est 20 % environ de notre dette nationale qui appartient à des Français, à travers les assureurs. Or elle se trouve menacée par

un système de taux d'intérêt nuls ou négatifs qui empêche les assureurs de rétribuer justement les assurés, soit en ne tenant pas leurs engagements envers eux en intérêts et en capital garanti, soit en les poussant à investir en unités de compte, dont la valeur varie en fonction des marchés financiers. La solution est de transformer ce en quoi les fonds sont investis, c'est-à-dire trop souvent des choses devenues dangereuses en cas de crise car leur prix varie en fonction des marchés, en les réorientant

vers l'économie réelle. L'Etat doit pour cela contraindre les assureurs à ouvrir leurs comptes afin de procéder avec eux à cette réorientation. Ainsi pourront de nouveau être défendues nos productions nationales et arrêtée la désindustrialisation engagée depuis plus de trente ans par nos « élites » du public et du privé. Rappelons que c'est Jacques Delors et Michel Camdessus, respectivement depuis le Fonds monétaire international et la présidence de la Commission européenne, qui ont engagé ce démantèlement de nos productions au nom d'une meilleure rentabilité des capitaux circulant librement dans le monde !



**1 800 milliards €
d'assurance-vie**



Les livrets A et LDDS représentent, eux, environ 420 milliards d'euros. Il est nécessaire de stimuler leur fonctionnement car l'un finance le logement social et la politique de la ville, l'autre les PME, TPE et l'économie sociale et solidaire. Leur taux d'intérêt (0,5 %) est de fait inférieur au taux d'inflation des dépenses nécessaires à la vie (alimentation, logement, assurances, transports...). Le rendre attractif, par-delà l'accroissement des collectes en période de confinement, exige de le fixer à 1 % au-dessus du taux d'inflation vital. Par rapport à ce qu'a rapporté pendant plus de 10 ans la détention d'actions, cela reste très modeste.

8 Mise au pas des paradis fiscaux

Bien évidemment, si ce que nous devons mettre en place est comme un récipient percé qui laisse filer l'argent par ses trous, on se sera donné du mal pour rien. Il faut donc boucher les trous, en mettant au pas ces zones hors la loi que sont les paradis fiscaux et juridiques. Là se noue l'alliance de fait entre ceux qui pillent le patrimoine des Français, les milliardaires des multinationales, certaines personnalités du monde politique et de la haute fonction publique et les organisations criminelles et mafieuses. Elles ont pu continuer à opérer car on n'a jamais mené de véritable guerre contre elles. Au contraire, on leur a ouvert les comptes des banques installées dans ces paradis, comme le sont toutes nos grandes banques.

Nous nous battons pour une mesure simple et efficace, que nous défendrons au sein du G20 et des Nations unies : que soit dénuée toute existence juridique aux coquilles off-shore

ouvertes dans les paradis fiscaux, en particulier ceux placés sous la protection de sa Très gracieuse Majesté la reine d'Angleterre, comme les îles Caïmans, les îles Vierges ou Jersey, et le paradis fiscal intérieur aux Etats-Unis que constitue le Delaware, longtemps représenté au Sénat américain par l'ex vice-président et actuel candidat démocrate à la présidentielle, Joe Biden. Privées d'existence juridique, les firmes implantées dans ces paradis sans pratiquer d'activité économique réelle ne pourront plus redescendre sur terre. Elles ne pourront plus ouvrir de comptes bancaires dans les banques officielles, opérant dans des Etats de droit, qui devront les radier de leurs livres. Même si très peu d'Etats ont le courage de l'appliquer, le simple fait d'afficher politiquement cette mesure suscitera une lame de fond dans le monde.

Plus généralement, nous mènerons le combat contre ce que certains appellent le « *nouveau capitalisme criminel* », qui opère hors droit et organise le recyclage de tous les trafics, en organisant des équipes de tueurs à gages économiques et en sponsorisant directement ou indirectement des fonds vautours, véritables charognards des dettes des plus faibles. Ce combat passe par les salles des tribunaux et une pression de l'opinion pour donner plus de courage aux juges afin qu'ils appliquent la loi et les principes généraux du droit.

***Une mesure
simple et efficace :
que soit dénuée
toute existence
juridique aux
coquilles off-shore
ouvertes dans les
paradis fiscaux.***

9 Créer une commission d'enquête parlementaire et une convention citoyenne sur la dette, en vue d'un RIC approuvant la création d'une Banque nationale et le retour à une politique de crédit public.

Lorsque Franklin Roosevelt créa sa loi de séparation bancaire (Glass-Steagall), il constitua une commission d'enquête parlementaire

L'objectif est de créer une base populaire de soutien à un changement politique fondamental sans diversion ni provocation

présidée par un procureur déterminé et courageux, Ferdinand Pecora. C'est cet exemple qui nous motive. Dans les conditions actuelles, les contre-exemples sont la commission sur les mécanismes de spéculation affectant le fondement des économies, en 2010, ayant eu Henri Emmanuelli pour président et Jean-François Mancel pour rapporteur, et l'examen par la commission des finances de l'Assemblée de la minuscule

réforme opérée en 2013 par la loi de François Hollande, supposée séparer les « *activités bancaires qui sont utiles à l'investissement et à l'emploi de leurs opérations spéculatives* ». Dans les deux cas, le fonctionnement de ces commissions a révélé que le vrai pouvoir n'était pas dans les mains du gouvernement et des parlementaires complaisants, mais des banquiers de nos cinq grandes banques, relayant la vingtaine des plus grands établissements à l'échelle mondiale, du Fonds monétaire international et surtout

de la Banque des règlements internationaux, la « banque des banques » de Bâle.

Pour faire autrement, il faut au moins trois choses :

- ➔ que la commission d'enquête parlementaire soit dotée de pouvoirs d'instruction et de réquisition et qu'elle ait à sa tête ou auprès d'elle un procureur compétent, courageux et indépendant, non des élus trop souvent enclins à la servitude volontaire ;
- ➔ que son enquête fasse l'objet d'une vaste publicité, en étant intégralement retransmise sur les chaînes publiques de télévision, afin que les Français soient informés des causes de la crise financière, des moyens d'y faire face et de la responsabilité de chacun ;
- ➔ que parallèlement à cette commission parlementaire, soit constituée, comme on l'a fait pour la transition écologique, une convention citoyenne sur ce sujet autrement plus brûlant et mieux susceptible de faire ressortir les responsabilités.

L'objectif est de créer une base populaire de soutien à un changement politique fondamental, chez nous et dans le monde. Pour ne pas être égarée dans les diversions ou les provocations, l'exigence de justice des peuples, qui partout manifestent, doit se fonder sur l'éducation permanente de la population à cet enjeu fondamental. Bien évidemment, des procédures pénales devront être engagées contre ceux qui se sont rendus coupables d'abus de droits ou de conflits d'intérêt, mais l'essentiel n'est pas là, il est dans cette prise de conscience par le peuple en période de crise. Avec pour objectif d'aboutir à l'organisation d'un Référendum d'initiative citoyenne (RIC) sur ce sujet fondamental.

Refonder

Nous voici sans doute arrivés au point essentiel de notre projet. Les conditions pour lever la chape de plomb étant en principe réunies, le défi à relever est de changer notre manière de penser afin de nous mobiliser et contribuer à mobiliser les autres pour effectivement parvenir à le faire.

1 Nature productive du crédit

Le système de crédit productif public est incompatible avec la matrice monétariste actuelle. Il parie que l'homme découvrira de nouveaux principes physiques universels qui, appliqués sous forme de technologies, permettront de peupler notre société d'individus plus créateurs, plus libres et participant tous à sa transformation pour le bien commun. C'est ce qui définit dans notre projet cette société à venir plus humaine, dont beaucoup parlent mais sans lui donner de fondement. Ce sont des formes d'intervention de l'homme sur l'univers de plus en plus denses, de plus en plus efficaces, que le crédit, par nature anticipateur, doit nourrir.

La notion de densité est ici essentielle : une énergie et des technologies plus denses, plus productives par unité de surface, par

personne et par unité de matière utilisée, correspondent à une densité plus élevée de travail mental, mis au service du bien commun et des générations futures. Suivant le principe de moindre action, elles permettent de produire davantage avec moins d'êtres humains, de surface et de matière apportée. C'est ce qui permet d'augmenter le potentiel de densité démographique d'une société, sa capacité d'accueil. Au contraire, des formes moins denses ne seront pas en mesure d'assurer des conditions de vie dignes à davantage d'êtres humains, ni même à la population actuelle de notre planète, en raison de l'épuisement des ressources correspondant à tout mode technologique donné et à tout état de paresse mentale correspondant.

C'est ici ce qui nous oppose à la fois aux propriétaires malthusiens du capital financier et aux écologistes dévoyés, qui sont eux aussi malthusiens !

Les êtres humains ne sont pas destinés à traiter passivement la nature et les hommes et à les exploiter, comme le fait le nouveau capitalisme déréglementé et criminel, ni à être des pollueurs ou des prédateurs qu'il faut punir, ou du moins empêcher de trop produire, comme le considèrent les écologistes dévoyés. L'on assiste d'ailleurs aujourd'hui à une tentative d'un « capitalisme vert » pour coopter les mouvements écologistes contre la science, le « productivisme » et l'industrie, en promouvant un monde *New Age* et « transhumain » dont ils

*C'est ici ce qui
nous oppose
à la fois aux
propriétaires
malthusiens du
capital financier
et aux écologistes
dévoyés, qui
sont eux aussi
malthusiens !*

entendent récolter de grands profits. Ils espèrent que les nouvelles technologies leur permettront de réduire les emplois et la population, à laquelle ils insufflent un pessimisme culturel et un détachement du monde réel pour réduire sa capacité de résistance. L'immersion dans d'innombrables expériences virtuelles contribue à ce détachement de la réalité et à un état de servitude volontaire et d'irrationalité, dont témoignent les réseaux sociaux tout autant que les médias officiels, sous contrôle d'oligarques de presse (moins d'une dizaine en France), promouvant des éditorialistes aux convictions préconçues qui font progressivement perdre au vrai journalisme sa raison d'être.

2 La solidarité humaine au poste de commande

Pour nous, le mode social de production est lié à l'état des forces productives. C'est pourquoi la justice sociale suppose d'abord le souci de l'autre et de l'intérêt collectif, associé à un mode de pensée qui anticipe et prévoit, créant l'environnement pour qu'ils puissent s'exprimer. L'extension des pandémies au XX^e siècle et celle du coronavirus aujourd'hui sont le résultat de l'abandon de cette priorité humaine au profit de statistiques et de profits financiers. La pénurie de masques n'est pas une simple faute logistique de l'Etat. Se défaire de stocks stratégiques sans penser au réapprovisionnement en situation de crise est un forfait politique. Individuellement, penser au masque comme à une protection de soi, et non comme à une protection due à autrui et à toute la société, fait partie de la même conception égoïste et pessimiste de l'homme. A la capacité de produire des masques (force productive) doit donc correspondre un mode de comportement social (souci de l'autre) qui, si le lien est rompu, conduit

à une dégradation sociale. Surtout si l'Etat ment ou n'éduque pas la population sur l'utilité de porter un masque.

C'est en fonction de ce lien et de la notion de densité de flux d'énergie que nous orienterons le crédit vers le développement du nucléaire de fission de la quatrième génération, et en particulier de la filière thorium, et surtout vers la fusion thermo-

***On n'a pas pu bâtir
les pyramides avec
des générations
d'esclaves, on
ne pourra pas bâtir
notre futur avec
les conditions de
travail qui règnent
aujourd'hui.***

nucléaire contrôlée. En ce qui concerne les EPR existants, un certain nombre de réacteurs doivent être produits en attendant, puisque la filière est disponible, bien qu'à l'origine cela n'ait pas été notre choix car ce type de réacteur ne constitue pas un réel bond en avant technologique. Ajoutons que nous considérons le nucléaire comme trop important pour être laissé aux seuls nucléocrates, qui ont plus tendance à

extrapoler qu'à créer, comme nous ne laisserons pas aux écologistes le choix des énergies renouvelables car ils ont trop tendance à tout voir avec les yeux du passé.

Bien évidemment, le nucléaire citoyen, à considérer au cours d'un débat public basé sur des données scientifiques et non sur des préjugés pseudo-scientifiques ou sentimentaux, implique une forme de société plus avancée que la nôtre, incluant la participation réelle et permanente de ses différents acteurs aux décisions. On n'a pas pu bâtir les pyramides avec des générations d'esclaves, on ne pourra pas bâtir notre futur avec les conditions de travail qui règnent aujourd'hui. Notre société devra devenir plus partici-

pative et plus inclusive pour que le crédit public puisse développer les énergies et les technologies indispensables à notre futur.

Le changement engagé par notre politique d'ensemble permettra de créer, au fur et à mesure de son développement, des emplois de plus en plus qualifiés dans les secteurs qui définiront notre futur, à condition d'être maîtrisés (numérique, robotique, 3D et 5G, nanotechnologies, etc.), associés au nucléaire de pointe et à de grands projets d'intérêt mutuel à l'échelle internationale. Nous exigerons que soit entreprise une évaluation scientifique sérieuse pour chaque application dans ce secteur, en mesurant ses conséquences sociales et sanitaires. Nous mènerons en même temps un combat pour créer un service public national du numérique et arracher ce que l'on appelle les neurosciences, qui visent trop souvent à un contrôle comportemental, à l'emprise des pouvoirs financiers et à l'influence des lobbys militaro-financiers-industriels.

3 Trois ambitions mobilisatrices : l'Afrique, l'espace et la mer

Ces ambitions constituent les trois ponts entre une politique de mobilisation nationale et une politique de mobilisation internationale. Elles sont les locomotives, ou plutôt les fusées, contribuant à tracter et à faire décoller notre projet.

L'Afrique doit nous tenir particulièrement à cœur, à nous autres Françaises et Français, non comme un continent à exploiter mais comme un ensemble intégré qui doit s'émanciper. En coopérant avec d'autres partenaires, notamment, mais pas seulement, avec la Chine, car sortir de la Françafrique ne peut signifier abandon mais implique co-développement et accueil comme un

tout cohérent définissant notre mission universelle. Pour cela, nous voulons donner un signal fort en **créant un grand ministère du Co-développement, de la Coopération et de l'Intégration**, réunissant les deux aspects intégrés d'une même politique : impératif de développement des pays d'origine, ni inégal ni pernicieux, et gestion juste, prospective et organisée de l'immigration. Nous sommes convaincus que la question des flux migratoires ne peut être résolue qu'en organisant d'une part le développement économique, social et culturel des pays d'émigration, sans arrière-pensées prédatrices, et d'autre part en créant des emplois productifs en France par la mise en œuvre de notre projet. En permettant à la fois un meilleur aménagement du territoire pour nous autres Françaises et Français et un meilleur accueil pour les immigrés, l'initiation sérieuse à notre langue et à notre culture dès le départ et la possibilité de trouver plus rapidement un emploi devant progressivement permettre d'éviter des situations qui font honte à notre tradition d'hospitalité et entretiennent les hostilités faute de développement organisé.

L'idéal est une circulation productive entre les pays africains et les nôtres, sans angélisme ni exclusion. L'urgence absolue est d'organiser une politique d'aide à l'équipement sanitaire et à l'auto-suffisance alimentaire. La participation à des projets d'infrastructure en Afrique, comme Africa Rail, la remise en eau du

*Ces ambitions
constituent les
trois ponts entre
une politique
de mobilisation
nationale et
une politique
de mobilisation
internationale.*

lac Tchad pour en faire le poumon de développement de toute l'Afrique centrale, la construction rapide des barrages d'Inga en République démocratique du Congo, et partout l'éducation des jeunes filles, la mise en place de services de santé publique dignes de ce nom et de centres d'éducation agricole à l'image des maisons familiales rurales de France, seront de nature à assurer les conditions d'une vie associée au progrès dans ces pays et diminueront le désir de partir au péril de sa vie.

L'espace n'est pas une entreprise hollywoodienne mais la nécessité pour l'être humain d'explorer au-delà du connu. Avec nos mathématiciens et physiciens, avec le CNES et notre rôle au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA), avec notre tradition de recherche fondamentale, nous sommes parmi les mieux placés pour participer à l'aventure. Nous y participons déjà avec le gouvernement chinois pour les expériences concernant la mise en valeur de la Lune, nous avons un excellent projet de village lunaire et nous participons avec l'ESA et Roscosmos au projet ExoMars, qui sera lancé à la fin de l'été 2022 avec son rover Rosalind Franklin. Il faut cependant aller bien plus loin : à la fois dans l'exploration de l'espace profond, avec la propulsion de moteurs à fusion, et dans la participation au nettoyage des débris qui se sont accumulés dans l'espace proche. Montrer aux Français et aux Françaises qu'à terme, non seulement l'espace est porteur de projets scientifiques mais qu'il rapporte avec ses retombées sur terre, est un impératif pour nous faire retrouver notre place dans le monde. Notons qu'il y a eu historiquement une coïncidence entre l'ascenseur spatial et l'ascenseur social qui n'est pas arbitraire.

L'exploitation de notre espace maritime, qui est le second au monde grâce à nos départements et territoires d'Outre-mer, est notre troisième grande ambition. Les océans recèlent en effet d'immenses richesses dans tous les domaines qui ne sont que

très faiblement ou très mal exploitées. Les espaces maritimes ne doivent plus être considérés comme des lieux livrés à une prédation destructrice, mais comme une dimension nouvelle de notre aménagement de l'univers. Nous devons participer mieux et plus rapidement au nettoyage de ces véritables continents de déchets plastiques qui se sont accumulés dans les océans et les mers, et organiser la pêche comme une nouvelle forme d'agriculture marine respectueuse. Les pêcheurs doivent devenir progressivement des ingénieurs et des cultivateurs de la mer, celle-ci pouvant fournir une alimentation raisonnée six fois supérieure à l'actuelle, selon une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

4 Une écologie humaine

C'est avec cette nouvelle forme de penser et d'agir, et en chassant du pouvoir l'oligarchie financière, que nous pourrions réellement respecter l'homme et la nature. En suscitant une dynamique optimiste de développement, dans laquelle l'homme participe de la nature, et non dans une vision réductrice opposant l'un à l'autre, comme si l'homme était condamné à piller un ensemble de biens disponibles. Notre vision de l'écologie est celle d'un être humain qui aménage et transforme son environnement, en mesurant les conséquences de ce qu'il fait ou omet de faire pour accroître sa capacité d'accueil et d'hospitalité. Diminuer notre action dans l'univers, ce n'est pas le respecter, c'est s'opposer à ce que nous savons être sa caractéristique : une expansion accélérée.

C'est pourquoi **l'énergie nucléaire**, plus encore la fusion que la fission, est par nature la plus écologique de toutes les formes

de production d'énergie ! L'organisation sociale de sa production est un autre sujet, mais personne ne peut nier que la densité de flux qu'elle engendre soit aujourd'hui la plus élevée de toutes les autres formes d'énergie connues. Et qu'elle occupe moins d'espace et utilise moins de matière pour assurer la vie d'une société industrielle, qui autrement épuiserait à terme les ressources existantes. L'on peut opposer à cela que l'industrie n'est pas nécessaire, mais le dire revient à prétendre que l'on peut revenir au passé, avec une population alors trop élevée pour être maintenue avec les moyens dont on disposerait. Ce qui revient à accepter une politique de dépopulation fatalement anti-humaine et donc criminelle.

C'est pourquoi notre politique d'écologie humaine fait le choix du nucléaire et que nous nous opposons à toutes les formes de dévoiement du mot écologie. Il ne peut y avoir de « relance verte » avec des formes d'énergie moins denses car il n'est pas d'issue qui ramène au passé.

Les orientations cohérentes avec cet engagement sont les suivantes :

- ➔ développer la filière hydrogène à partir du nucléaire, car le pétrole doit être progressivement réservé à la pétrochimie. Le pétrole de schiste n'est pas physiquement rentable et les énergies dites renouvelables ne pourront en aucun cas permettre la production d'hydrogène nécessaire à l'économie ;
- ➔ soutenir la production de véhicules à hydrogène ;
- ➔ développer la filière européenne de batteries ;
- ➔ investir pour développer le fret ferroviaire et le ferroutage ;
- ➔ relancer le transport par trains à sustentation magnétique et sur coussin d'air ;
- ➔ organiser une rénovation globale des bâtiments, mettant notamment en place des aides et des prêts à long terme pour leur isolation thermique ;

- soutenir la création de villes intelligentes plus efficaces dans la gestion des flux et de la consommation d'énergie ;
- améliorer notre autonomie en protéines, en particulier pour l'alimentation animale ;
- coordonner avec nos partenaires dans le monde une politique de production alimentaire, de nature à stopper la déforestation aujourd'hui associée à la production massive de soja, d'huile de palme et d'avocats ;
- favoriser une politique alimentaire de proximité associant producteurs et consommateurs dans des circuits courts, individuellement et dans les cantines de tous établissements, publics ou privés.

Il est évident que de telles orientations ont pour avantage d'être nécessaires, quelles que soient les opinions sur la portée du réchauffement climatique anthropogène. Elles sont aussi autant de facteurs d'une intégration sociale à long terme hors des impératifs de rentabilité financière immédiate qui sont, eux, destructeurs.

5 Organisation d'une participation citoyenne

L'expérience a prouvé qu'un changement de paradigme ne peut réussir, c'est-à-dire changer la vie, sans participation des citoyens à l'élaboration et à la prise de décisions par-delà la simple expression du suffrage.

Les contre-exemples ont été bien entendu les expériences de type soviétique et les nationalisations du premier gouvernement Mitterrand-Mauroy. Celles-ci ont été conçues comme des étatisations, sans remettre en jeu l'organisation des pouvoirs au sein des entreprises publiques. Or c'est cette organisation qui est fonda-

mentale dans les entreprises, publiques comme privées. Dans les entreprises alors nationalisées, le pouvoir est passé de dirigeants du privé, venant pratiquement tous du même milieu social, à des dirigeants du secteur public plus ou moins cousins germains issus du même milieu.

Il n'a pas été procédé à une véritable nationalisation, portant à la fois sur la réorganisation des forces productives et des rapports de production, mais à une étatisation entre gens du même monde : un échange de responsables formés à administrer et non à créer, et sans contrôle citoyen. Le résultat a été celui que l'on connaît : une politique économique de plus en plus libérale servie par une organisation pyramidale du pouvoir, dont les serviteurs ont compris qu'il ne se situait pas au sein des élus français, y compris de la présidence, mais au sein des pouvoirs financiers exerçant de plus en plus leur contrôle multinational¹.

La participation est ainsi le grand enjeu social d'après le déconfinement, pour répondre au défi de l'effondrement de la finance libérale et mettre en place notre projet. C'est là encore par un grand débat au sein du Parlement et une convention citoyenne,

***Une caste de
portes tournantes
composée de
dirigeants du
public et du privé
et de leurs avocats
d'affaires***

¹ « *Le bilan de l'expérience des nationalisations nous amène à réfléchir en profondeur au poids de la représentation salariale dans les organes de gouvernement et de direction des entreprises.* » (François Morin, *Quand la gauche essayait encore*, Lux Editeur)

fonctionnant parallèlement à celle sur le retour à une vraie Banque de France et au crédit productif public, que l'on doit y répondre. Afin d'aboutir à un second RIC constituant le pendant social du premier. Car c'est le contrôle citoyen de la monnaie et du crédit qui est l'enjeu majeur, au point de confluence du social et de l'économique.

Nous défendons deux options pour inspirer les débats :

La première est la codétermination à parité de la direction entre apporteurs de travail et apporteurs de capital, écartant le pouvoir managérial dominant, qui opère au détriment même des intérêts de ce qui constitue la substance physique de l'entreprise. En effet, une vraie Banque de France n'a de sens que si toutes les forces vives de la nation, et tout particulièrement les travailleurs, sont représentés au sein de sa direction. Une vraie entreprise ne peut demeurer la caricature d'Assemblées générales, dominées par des actionnaires majoritaires béni-oui-oui de leurs managers, parfois infiltrées par des vautours s'efforçant de prendre leur place.

Pour avoir un sens, la participation doit être généralisée et les participants doivent être déterminés à tenir compte des priorités exprimées par le peuple, jusqu'à aboutir au Plan. Ce sont aujourd'hui la santé, l'éducation, la lutte contre le chômage, le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat et la lutte contre la précarité. La participation consiste à servir et faire remonter les priorités définies par le peuple, et non celles des initiés qui s'en sont écartés.

La seconde est de saper les fondements de la mafia managériale qui s'est installée au pouvoir de façon de plus en plus éhontée, depuis la déréglementation néolibérale des années 1970 et 1980. Il s'agit d'une oligarchie compradore public-privé, **une caste de portes tournantes** composée de dirigeants du public et du privé et de leurs avocats d'affaires. Ces « voraces » et ces

« *intouchables* », dont les faits et méfaits peuvent remplir plusieurs ouvrages (comme par exemple ceux de Vincent Jauvert), sont ceux qu'en partie à tort, les Gilets jaunes identifient aux énarques. Il faut être plus précis : il s'agit des énarques qui prospèrent sous le soleil de la finance et la protection d'un Etat dévoyé, non de ceux qui font plutôt bien leur métier d'administrateurs. Ils prospèrent dans le concubinage des grands corps de l'Etat, des cabinets ministériels, des directeurs d'administrations centrales, des Agences de l'Etat et des autorités administratives indépendantes. L'élément nouveau, s'aggravant au fil des présidences depuis celle de Georges Pompidou, est leur propension à servir en même temps l'Etat, l'argent et leur carrière.

Arrêter les opérations de cette caste de portes tournantes, dans l'esprit de notre projet, doit s'appuyer sur trois mesures :

- ➔ l'obligation, pour les fonctionnaires, de démissionner dès leur élection au Parlement, à la direction d'un exécutif local ou à des fonctions de plus de trois ans dans des cabinets ministériels. C'est en effet la garantie de retour dans leurs corps d'origine, après des années de détachement (conserver leurs droits à l'avancement et à leur retraite) ou de disponibilité, qui constitue le parachute doré du secteur public. Notre pays est pratiquement le seul à connaître une perméabilité aussi scandaleuse ;
- ➔ l'interdiction pour des fonctionnaires d'exercer parallèlement des activités de lobbying, notamment auprès de leurs anciens collègues, ou d'avocat d'affaires ;

→ l'interdiction, pour tout agent quittant la fonction publique, d'exercer pendant un délai de cinq ans des activités de conseil ayant trait, directement ou indirectement, aux missions de service public attachées à ses anciennes fonctions. Il est par exemple indécent que de hauts fonctionnaires de la Direction du Trésor atterrissent rapidement dans des postes de responsabilité au sein des grandes banques.

La République ne peut être une agence de recyclage au service des pouvoirs en place, et la vie d'un haut fonctionnaire vouée à remplir un carnet d'adresses. L'intérêt public pur doit prévaloir pour réduire au maximum les conflits d'intérêts.

Reste l'existence même de l'Ecole nationale d'administration. Nous pensons que le vrai problème est d'une part l'existence des grands corps, garantie corporatiste d'une carrière assurée à vie dès la sortie de l'Ecole. Une mesure simple, la suppression par la loi de la sortie directe de l'ENA dans les grands corps et les Inspections générales, les affectations dans les corps concernés ne pouvant avoir lieu qu'après dix ans d'activité dans les administrations, serait de nature à résoudre une partie du problème consanguin. D'autre part, la question fondamentale est celle du contenu de l'enseignement : quelles matières, avec quelle incidence sur la notation et enseignées par qui. Un enseignement sur les méthodes créatrices dans toutes les activités humaines, dispensé par des chercheurs et des praticiens de terrain et non par de hauts fonctionnaires installés répandant une idéologie de conformité, serait déjà un second moyen de répondre à l'exigence d'un service public créateur et non serviteur. Bien entendu, une

réflexion interactive hors des sentiers battus est, peut-être ici plus qu'ailleurs, nécessaire.

6 Mettre fin au verrouillage de la vie politique

Il est aujourd'hui de notoriété publique que les textes organisant l'accès à notre vie politique instituent de fait un privilège financier en faveur des partis installés et de leurs élus, sauf au niveau des municipales dans les communes petites et moyennes, celles que précisément l'oligarchie s'efforce de supprimer ou de noyer dans des intercommunalités ou des métropoles (EPCI). *Le prix de la démocratie*, de Julia Cagé, montre irréfutablement que ce sont toujours les partis ou les candidats les plus riches qui l'emportent. Pour changer cet état de choses contraire à la démocratie et à l'idéal républicain, nous proposons les mesures suivantes :

→ pour les élections législatives, l'Etat doit imprimer gratuitement un bulletin de vote unique, comme en Suisse, comportant tous les noms des candidats, l'électeur devant mettre une croix devant celui de son choix. A cela s'ajouterait une déclaration de candidature limitée à quelques paragraphes et l'impression d'affiches en nombre correspondant aux emplacements officiels. Cette avance contribuerait à égaliser les chances entre les candidats

*Les textes
organisant l'accès
à notre vie politique
instituent de fait
un privilège
financier en faveur
des partis installés
et de leurs élus*

nouveaux et les sortants ou les fortunés. La sélection serait fondée sur la capacité du candidat à réunir des signatures de présentation (entre 0,5 % et 1 % du corps électoral) dûment contrôlées ;

➔ les Français non imposables, qui sont plus de 50 % et ne bénéficient donc pas de la déduction d'impôt correspondant au financement des partis politiques, doivent bénéficier, par souci d'équité et d'égalité devant les responsabilités publiques, d'un remboursement de 66 % de leurs dons dans la limite de 20 % de leurs revenus ;

➔ pour les élections présidentielles, l'avance de 150 000 euros consentie aux candidats ayant obtenu les 500 signatures d'élus, doit s'élever à 1,4 million, qui correspond en pouvoir d'achat au million de francs prévus en 1962 (un franc de 1962 vaut plus de 1,4 euros de 2020). C'est la condition pour remédier en partie aux inégalités de fortune ;

➔ l'idéal, dans ces conditions, serait d'interdire toute forme de financement autre que les avances de l'Etat en espèces ou en nature, ce qui éviterait tout le « cirque de l'argent » à l'américaine désormais dominant ;

➔ enfin, dans les cinq semaines précédant toute élection, le principe d'égalité du temps de parole devrait prévaloir. L'idéal serait que les candidats ne soient pas systématiquement interrogés par les éditorialistes des médias, mais aussi par des panels de journalistes et de citoyens tirés au sort et non filtrés par des instituts de sondage. Désordre ? Peut-être, mais d'une part, que vaut l'ordre actuel sous contrôle d'éditorialistes tendancieux et, d'autre part, anticiper l'incompétence des citoyens repose sur un mépris de caste ;

➔ reste à expérimenter une forme de vote, rendue possible par la vitesse de traitement des résultats grâce au numérique, qui reposerait non sur un concours de beauté, chaque voix étant aujourd'hui donnée à un seul candidat (et on sait depuis Keynes

que de tels concours sont influencés par le vote utile et le mimétisme), mais consisterait pour l'électeur à noter chaque candidat, étant élu celui qui réunirait le plus de points, ou en cas d'élection à deux tours, l'accès au second étant réservé aux deux candidats les mieux notés. Choquant ? Inhabituel ? Et si cela contribuait précisément à introduire un changement vers plus de démocratie républicaine dans la règle du jeu ?

Nous avons apporté ici des éléments sans doute déterminants pour l'existence de notre devise nationale, « Liberté, Egalité, Fraternité », en l'étayant par des fondements économiques, politiques et sociaux pour qu'elle renaisse dans la réalité du XXI^e siècle, après une crise du monde dont nous ne pouvons sortir qu'en mieux ou en pire. Nous concevons notre projet comme le socle d'un optimisme créateur.

Nous avons bien d'autres idées sur ce qu'un pays comme le nôtre pourrait faire. Pour en prendre connaissance – sur l'éducation et la culture, la justice, le droit au travail, le logement, les retraites, la laïcité, l'immigration, la sécurité publique et la défense nationale – nous vous proposons de lire sur notre site les éléments du projet présidentiel de Jacques Cheminade à la présidentielle de 2017, *La France avec les yeux du futur*. Aujourd'hui que la grande illusion de cette malheureuse élection s'est dissipée, nous n'avons

*Ce qui se passe en
plein jour doit nous
décider à réfléchir
et à agir. Pour
nos enfants et
petits-enfants,
pour notre pays et
pour le monde*

pas le droit de nous complaire dans des délectations moroses ou des rages complotistes. Ce qui se passe en plein jour doit nous décider à réfléchir et à agir. Pour nos enfants et petits-enfants, pour notre pays et pour le monde. Ce grand moment de l'histoire ne peut échoir à une France rabougrie.

Car nous sommes déjà en guerre. Par-delà le niveau de l'exploitation et de l'exclusion financière, le champ de bataille sur lequel se livre cette guerre est d'abord celui de nos propres esprits. Elle plonge ses racines dans l'abandon progressif par notre société d'un engagement sans compromis pour la recherche de la vérité dans l'art, dans la science et entre ceux que Jaurès appelait « les individus humains ». En cette année Beethoven, qui composait pour son temps et pour les générations futures, notre engagement est de rendre l'art et la science au peuple, comme le disait en son temps Léo Lagrange. Afin que la France s'élève jusqu'à la dimension de son histoire, une fois de plus.



**STOP ! On ne les laisse
plus faire à notre place !**

**Soyons le lobby citoyen
contre le lobby financier**

Objectif : 10 000 citoyens x 10€ par mois
→ www.solidariteetprogres.fr/lobby-citoyen

 solidariteetprogres

 @SetP_officiel

 SolidariteetProgres

www.solidariteetprogres.fr